



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS**

**Direction Régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement**

Service Risques
44 rue de Tournai –
CS40259
59019 LILLE CEDEX

Affaire suivie par :

Julien DEVROUTE

Tél : 03 20 13 48 10

Fax : 03 20 40 54 68

julien.devroute@developpement-durable.gouv.fr

Lille, le 26 septembre 2014

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS
CLASSEES POUR PASSAGE
AU CODERST**

Référence : Rejet de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)
Ref Equipe : G4
N° S3IC : 0070.02027
Type d'établissement : Autorisation

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté préfectoral complémentaire imposant la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses de l'établissement SITA NORD à GRANDE-SYNTHE dans le milieu aquatique

Raison sociale de l'établissement: SITA NORD

Adresse du siège social : 1b rue Louis Duvant – Valpark à Rouvignies
BP 70001
59316 VALENCIENNES CEDEX 9

Adresse de l'établissement : Route de l'écluse à Mardyck
59760 GRANDE SYNTHE

Activité principale : Centre de tri et de transfert de déchets industriels
banals et autres résidus urbains

Sommaire

1. Introduction
2. Mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 complétée par la note du 27 avril 2011
3. Surveillance (phase pérenne) des rejets de substances dangereuses
4. Avis de l'inspection des installations classées
5. Suites administratives

Annexes

1. Tableau de synthèse des concentrations et flux mesurés
2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Copies : Préfet, Service Risques DREAL, UT DREAL, Chrono

I. - INTRODUCTION

La directive Cadre sur l'Eau DCE 2000/60/CE du 23 octobre 2000 prévoit la mise en œuvre des actions qui doivent permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015. Elle vise également la réduction progressive, voire la suppression des rejets de substances dangereuses compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bioaccumulable pour le milieu aquatique.

Suite à l'adoption de cette directive, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (action RSDE).

Au niveau national, la première phase de l'action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (3RSDE) par les installations classées s'est déroulée de 2002 à 2007. Elle a porté sur la recherche de 106 substances dangereuses pour chaque rejet. Elle a été déclinée en Nord – Pas-de-Calais auprès de 240 établissements, en vue d'acquérir ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels des substances dangereuses.

Le bilan national des données de cette première phase a permis de capitaliser des données sur la métrologie des substances, et de dresser la liste des substances dangereuses caractéristiques de chaque secteur d'activité. Le bilan régional a permis de cibler les enjeux locaux.

Sur la base du bilan national, la circulaire du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 5 janvier 2009 a défini une deuxième phase de cette action qui consiste à la mise en place d'actions généralisées, déclinées par secteur industriel, de surveillance, de quantification, puis conjointement ou consécutivement de réduction des flux de substance toxiques déversées dans les rejets des ICPE.

II. - MISE EN ŒUVRE DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009

II.1. Établissements concernés :

Les établissements concernés par la mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 sont les ICPE dont le secteur d'activité correspond à l'un des secteurs mentionnés dans l'annexe 1 de la circulaire et :

- soumises à autorisation, en activité ou en phase de post-exploitation et disposant toujours d'une autorisation de rejets d'eaux industrielles,
- soumises à déclaration si une action généralisée, visant le retour au bon état des masses d'eau est menée sur un bassin versant.

En priorité parmi ces installations sont concernées :

- les ICPE nouvelles ou faisant l'objet de nouveaux arrêtés,
- les ICPE relevant de la directive IPPC,
- les ICPE identifiées comme étant à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface.

II.2. Rejets concernés :

Les rejets concernés sont les eaux issues du procédé industriel et eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées du fait de l'activité industrielle (exemple : lixiviat de décharge, eaux pluviales issues des zones d'activité extérieures en contact avec les installations industrielles), que leur rejet s'effectue directement au milieu naturel ou via une

station d'épuration. Sont exclues les eaux pluviales des voies de circulation, toitures et surfaces non affectées par l'activité industrielle.

II.3. Étapes de réalisation :

L'action se déclinera de la manière suivante pour les installations concernées :

→ Prise d'un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) : 1 mesure 24h/mois pendant 6 mois, afin de vérifier leur présence et la quantifier le cas échéant.

La liste de substances est établie en fonction :

- du secteur d'activité de l'établissement,
- de l'état de la masse d'eau (concentrations mesurées dans le milieu naturel) dans laquelle s'effectue un fin le rejet des eaux de l'établissement,
- des résultats, le cas échéant, de la première phase de l'action RSDE

La circulaire du 23 mars 2010 précise que la recherche peut être abandonnée pour les substances, ne figurant pas en gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, et qui n'auront pas été détectées après 3 mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la même circulaire. Pour le secteur de la chimie qui ne dispose pas de liste sectorielle, la recherche peut être abandonnée pour les substances qui n'ont pas été détectées ni lors de la première phase de l'action RSDE, ni après 1 mesure réalisée dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la circulaire susvisée.

→ **Émission d'un rapport** d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site. Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée.

→ **Prise d'un second arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant la surveillance pérenne : 1 mesure par trimestre sur une liste de substances établie en fonction des résultats de la surveillance initiale.

→ **Établissement** et fourniture d'un **programme d'actions** pour obtenir des réductions voire des suppressions d'émission de certaines substances dangereuses. Dans le cas où des actions précises de réduction ne peuvent pas être rapidement mises en place, le programme d'action comprend les dates de lancement, de réalisation et d'achèvement des **études technico-économiques** permettant d'établir les différentes voies de réduction envisageables.

→ **Émission** par l'exploitant d'un **deuxième rapport d'analyses** qui permettra de déterminer de quelles substances la surveillance peut être abandonnée, suite, notamment à une amélioration de la qualité des rejets.

III. - SURVEILLANCE (PHASE INITIALE) DES REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES

L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2011 a imposé, en application de la circulaire du 5 janvier 2009, une phase initiale de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a transmis, par courrier du 20 juin 2013, complété par courrier du 23 juillet 2014, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement son rapport de surveillance initiale.

Ce rapport comprend:

- Un tableau récapitulatif des mesures ;
- l'ensemble des rapports d'analyses ;
- l'état récapitulatif permettant d'attester de la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit édité à partir du site de l'Ineris ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;
- une estimation du flux journalier moyen conformément au paragraphe 1.2 de la note du DGPR du 27 avril 2011 sus-visée.

Au vu des résultats, l'exploitant a classé les substances mesurées lors de cette phase de surveillance en 2 catégories:

1- Les substances analysées lors de la surveillance initiale dont il n'est pas utile de maintenir la surveillance au vu des faibles niveaux de rejets constatés : ***substances à abandonner***

2- Les substances dont les quantités rejetées sont suffisamment importantes pour qu'une surveillance pérenne de ces émissions soit maintenue : ***substances à surveiller***

IV. - AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant propose de maintenir en surveillance pérenne les substances Diuron et Nonylphénols, et d'abandonner la surveillance de l'ensemble des autres substances recherchées lors de la phase initiale.

Après examen par l'inspection des installations classées du rapport de synthèse et des propositions qui y sont faites, il s'avère que l'inspection ne peut pas suivre l'avis de classement de l'exploitant pour les substances :

- **Nonylphénols :**

Les rejets de l'établissement sont dirigés vers la masse d'eau « DELTA DE L'AA », référencée au titre du SDAGE (code SANDRE AR61), et actuellement définie en mauvais état chimique avec comme paramètres déclassants (responsables de ce mauvais état) : les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) benzo(g,h,i)pérylène et indeno(1,2,3 -cd)pyrène, substances non recherchées dans le cadre du programme de surveillance initiale de l'établissement. Les nonylphénols ne font donc pas partie des substances déclassant la masse d'eau finale de rejet. Il n'y a donc pas lieu de maintenir cette substance en surveillance pérenne au titre de ce critère.

- **Cuivre et Zinc :**

Dans son rapport l'exploitant indique que « *les NQE disponibles, concernant les métaux, ne portent que sur la phase dissoute, alors que les analyses sur les eaux du site ont été réalisées, conformément à la circulaire, sur les métaux totaux* ». En conséquence, il propose d'établir un ratio de 20/80 % (phase dissoute/phase particulaire) pour établir une nouvelle NQE pour les substances susvisées.

Cette proposition ne peut être retenue puisque la mesure d'une concentration en métal dans un rejet ICPE porte sur le métal total (dissous + particulaire) car cela traduit la totalité de ce qui est émis effectivement via le rejet industriel. La concentration à comparer à 10 x NQE est bien la concentration totale du métal dans la lignée de ce que prévoient les règles actuelles relatives aux modalités de suivi des rejets.

Les NQE à prendre en compte sont donc bien celles figurant dans les textes nationaux et européens. Sur cette base, au regard du critère de comparaison des résultats à 10 x NQE, les substances cuivre et zinc doivent faire l'objet de la surveillance pérenne.

Un tableau récapitulatif des flux mesurés se trouve en annexe .

Il convient donc d'imposer à l'exploitant un arrêté préfectoral complémentaire (projet joint en annexe 2) reprenant l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour réaliser la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté par courrier du 24 juillet 2014, et a indiqué par courriel du 25 septembre 2014 ne pas avoir de remarque à formuler.

V – SUITES ADMINISTRATIVES

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord d'imposer à la société SITA NORD à GRANDE-SYNTHÉ par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du Code de l'Environnement, la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique. Un projet d'arrêté rédigé dans ce sens est joint au présent rapport.

L'Inspecteur de l'Environnement,
spécialité Installations classées



Julien DEVROUTE

Vu et transmis avec avis conforme à :

M. le Préfet de la région Nord – pas-de-Calais, Préfet du département du Nord – Direction des politiques publiques- Bureau des installations classées pour la protection de l'environnement

Pour passage en CODERST

Gravelines, le 01 OCT. 2014

P/L e Directeur et par délégation
Le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral



David LEFRANC

4.2 Tableaux de synthèse des résultats en flux au point de rejet

| Familles | Substances | Opération n°1 Flux (mg/j) | Opération n°2 Flux (mg/j) | Opération n°3 Flux (mg/j) | Opération n°4 Flux (mg/j) | Opération n°5 Flux (mg/j) | Opération n°6 Flux (mg/j) | Flux moy. journalier (mg/j) | Flux max. (mg/j) |
|---------------------|---------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------|
| Métaux | Alumine et ses composés | <130,00 | <130,00 | 130,00 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | 0,00 * |
| | Chlorure et ses composés | <130,00 | <130,00 | 156,00 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | 0,00 * |
| | Cuivre et ses composés | 520,00 | 312,00 | 832,00 | 624,00 | 988,00 | 234,00 | 203,67 | 442,00 |
| | Mercurure et ses composés | <130,00 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | 650,00 | 988,00 |
| | Nickel et ses composés | <260,00 | <260,00 | 260,00 | <260,00 | 260,00 | 286,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Plomb et ses composés | <130,00 | <130,00 | 598,00 | 1144,00 | 338,00 | <130,00 | 0,00 * | 286,00 |
| HAP | Fluor et ses composés | 4940,00 | 4420,00 | 4680,00 | 4680,00 | 8580,00 | 4420,00 | 5763,33 | 8580,00 |
| | Anthracène | <130,00 | <130,00 | 4,16 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | 0,00 * | <52,00 |
| | Phénanthrène | <130,00 | <130,00 | 4,16 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | 0,00 * | <52,00 |
| | Benzo(a)pyrène | <130,00 | <130,00 | 4,16 | <130,00 | <130,00 | <130,00 | 0,00 * | <52,00 |
| Alcylphénols | Nonylphénol | 13,00 | <2,60 | 28,60 | 15,60 | 7,80 | 13,00 | 1,13 | 2,60 |
| | Octylphénol | <2,60 | <2,60 | <2,60 | <2,60 | 5,20 | 10,40 | 4,33 | 10,40 |
| | Trilène | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | 0,00 * | <26,00 |
| | Myristène (Summa cum ul) | <52,00 | <52,00 | <52,00 | <52,00 | <52,00 | <52,00 | 0,00 * | <52,00 |
| Chlorophénols | Ethylbenzène | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | 0,00 * | <26,00 |
| | Pentachlorophénol | 1,72 | <1,30 | <1,30 | 10,66 | 2,86 | <1,30 | 3,19 | 10,66 |
| | Trichlorophénol | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Hexachlorobutadiène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| COUV | Chloroforme | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | <26,00 | 0,00 * | <26,00 |
| | Tétrachlorure de carbone | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Fluorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Trichlorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| Organoclorés | Trichlorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Trichlorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Trichlorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Trichlorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| Pesticides | Isopropanol | 8,84 | <1,30 | 4,94 | 9,88 | <1,30 | 1,82 | 4,68 | 9,88 |
| | Dieldrin | 24,96 | 2,86 | 57,46 | 13,00 | 16,38 | 22,10 | 22,79 | 57,46 |
| | Alfazine | 1,56 | <0,78 | 1,04 | <0,78 | <0,78 | <0,78 | 0,00 * | 1,56 |
| | Gamma DDT - Lindane | <0,52 | <0,52 | <0,52 | <0,52 | <0,52 | <0,52 | 0,00 * | <0,52 |
| PBDE | Styazène | <0,78 | <0,78 | 0,78 | <0,78 | <0,78 | <0,78 | 0,00 * | 0,78 |
| | Trichlorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Trichlorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| | Trichlorobenzène | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | <13,00 | 0,00 * | <13,00 |
| PCB | PCB 153 | <0,26 | 0,26 | <0,26 | <0,26 | <0,26 | <0,26 | 0,00 * | <0,26 |
| | Trichlorobenzène | 2,86 | 1,98 | 4,94 | 1,09 | 2,86 | 2,16 | 2,65 | 4,94 |
| | Trichlorobenzène | <0,26 | 0,26 | 0,39 | <0,26 | 0,60 | 0,55 | 0,00 * | 0,60 |
| | Trichlorobenzène | 1144,000,00 | 4940,000,00 | 4420,000,00 | 1222,000,00 | 2860,000,00 | 1586,000,00 | 1291,333,33 | 2860,000,00 |
| Paramètres de suivi | MES | 1612,000,00 | 7800,000,00 | 1664,000,00 | 8580,000,00 | 2028,000,00 | 1716,000,00 | 1443,000,00 | 2028,000,00 |
| | ECQ | 3900,000,00 | 5980,000,00 | 7540,000,00 | 1716,000,00 | 1742,000,00 | 442,000,00 | 5980,000,00 | 7540,000,00 |
| | COT | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 |
| | Rejet (mg/jour) | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 |

* Selon les dispositions de l'article 1.2.2. de la note du 27 avril 2011 : Pour le calcul du flux moyen journalier au cours de la période de suivi, si la concentration moyenne pondérée est inférieure à la LQ alors le flux moyen journalier est considéré comme nul

Tableau 8 : Flux des composés listés dans l'APC RSDE au niveau du rejet de l'établissement de Grande-Synthe durant la période de suivi initial

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE;

Considérant les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et son programme de mesures associé pour reconquérir ou maintenir le bon état des masses d'eau ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant les teneurs en substances dangereuses rejetées par l'établissement

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : Objet

La société SITA NORD dont le siège social est situé à Parc d'activité de l'aérodrome Ouest – VALPARK, 1b rue Louis Duvant – Rouvignies BP 70001 à Valenciennes doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de GRANDE-SYNTHÉ (59760)– Route de l'écluse de Mardyck, les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site www.rsde.ineris.fr).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :
 - a/ Numéro d'accréditation
 - b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

| Nom du rejet | Substance | Périodicité | Durée de chaque prélèvement | Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l |
|----------------|---|------------------------|--|---|
| Eaux pluviales | Diuron (code SANDRE 1177) | 1 mesure par trimestre | 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation | (source : annexe 5.2 de la circulaire du 5/01/2009) |
| | Cuivre et ses composés (code SANDRE 1392) | | | |
| | Zinc et ses composés (code SANDRE 1383) | | | |

les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les paramètres de suivi DCO et MES sont également prélevés et analysés selon les mêmes modalités.

Article 4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

4.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant ces mesures sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

4.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes


Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GEREP). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

Article 5 :


Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.


ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)

| Substance | Code SANDRE | Catégorie de Substance : - 1 = dangereuses prioritaires, - 2 = prioritaires, - 3 = pertinentes liste 1, - 4 = pertinentes liste 2 (cf : article 4.2. de l'AP) | Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/l (source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009) |
|--|--------------|---|---|
| Zinc et ses composés | 1383 | 4 | 10 |
| Cuivre et ses composés | 1392 | 4 | 5 |
| Diuron | 1177 | 2 | 0,05 |
| Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314 1841 | Paramètres de suivi | 30000 300 |
| Matières en Suspension | 1305 | | 2000 |

 Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2006 (anthracène et endosulfan)

 Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

 Autres paramètres

ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité)

Coordonnées de l'entreprise :

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement ¹

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

¹ L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.